



AVANT-PROPOS

JEAN-PIERRE CLERO

Université de Rouen

Les textes qui suivent, à l'exception d'un seul, sont issus d'un colloque qui a eu lieu à Rouen les 28, 29 février et 1^{er} mars 2002 sur « L'idée de république » ; il comprenait un ensemble de communications portant sur la nature du *commonwealth* ou de la *republic*, telle qu'on pouvait la considérer dans l'histoire même du Royaume-Uni et de l'Empire britannique, dans les textes juridiques et politiques, dans les ouvrages de philosophie politique et juridique de langue anglaise. Il s'agit surtout d'ouvrir un dossier, puisque les auteurs de communication ont ressenti, et leur lecteur ou auditeur avec eux, qu'ils ne faisaient qu'assembler quelques pièces d'un puzzle qui, pour l'heure, par l'ampleur de la tâche à accomplir, dépasse encore les chercheurs, quand bien même quelques-uns d'entre eux s'efforceraient dès à présent de dégager de grandes lignes du sujet.

L'ordre chronologique suivi ici pour classer les contributions n'est pas arbitraire, mais il ne doit pas non plus abuser : les cinq articles assemblés sous le titre « *Republic et Commonwealth : Les soubassements de l'éternité* » relèvent de plusieurs catégories. Les uns regardent de près le concept de *commonwealth*, voire une simple ramification de ce concept dans l'œuvre d'un auteur particulièrement représentatif ; c'est le cas des pages de Luc Foisneau qui analyse le *Commonwealth by acquisition* selon Hobbes en se postant à des moments choisis de sa philosophie. C'est aussi le cas du texte de Pierre Lurbe qui, plus généralement, analyse la notion de *république* chez Sidney, lequel, comme on sait, ne se contentera pas d'écrire ses réflexions politiques, mais paiera de sa vie son républicanisme. D'autres auteurs considèrent des parcours de républicains. J'ai signé l'article sur le personnage de Cromwell que je considère à travers le prisme de l'*Histoire d'Angleterre* de Hume, dont l'insurmontable ambivalence à l'égard du personnage et de sa politique est intéressante à interroger chez celui qui s'est piqué d'être un historien équilibré et impartial ; Antoine Capet considère le cas de Sir Richard Acland, dont il retrace le parcours qui fait étrangement ressurgir la notion de *Common Wealth*, vocable servant curieusement à désigner un parti politique qui, né peu avant la deuxième guerre mondiale, s'effondrera aussitôt après son maintien artificiel au cours des événements de 1939-1945. Enfin, il revient à Antoine Mioche de se risquer à brosser un tableau d'ensemble de l'idée de *République* au Royaume-Uni et dans l'Empire britannique du XVIII^e siècle au XIX^e siècle, en apportant quelques pièces du puzzle,

en pénétrant quelles furent les règles de leur déplacement dans la longue durée, et en faisant sentir les enjeux à long terme de chaque coup.

De nombreux auteurs, qui auraient pu faire l'objet d'études dans cet ouvrage, sont manquants ; un nombre considérable de questions sont laissées dans l'ombre ; si nous avons estimé que l'ouvrage mérite publication, c'est parce que, en dépit de son caractère parcellaire, il ouvre, selon plusieurs perspectives, un chantier de recherches qui mènera quelque jour à la construction d'une bâtisse plus consistante et plus sûre. Par ses échantillons de thèmes, d'auteurs, de périodes disjoints, il n'en constitue pas moins, dès à présent, un encouragement à prendre sur le problème de la nature de la république dans le Royaume-Uni et dans l'Empire britannique une perspective plus large que celle que l'on prend d'habitude, quand on s'en tient à en restreindre l'observation à de très petits intervalles de temps. Sans doute, les historiens ont-ils souvent déployé de larges trames temporelles, mais c'est alors la notion même de *république* qui reste le point relativement aveugle, du moins aux yeux des philosophes. De plus, la myopie qui consiste à étudier ce qu'il en est en Angleterre, sans tenir compte de ce qui se passe aux États-Unis et au Canada, voire simplement en Irlande ou en Écosse, ou, pire encore, la cécité théorique qui consiste à opposer idéologiquement et presque sans volonté conceptuelle, les événements de la révolution américaine et leurs homologues en Europe, comme si l'une était à préférer aux autres, ou l'inverse,¹ ne présentent guère d'intérêt. Les articles qui suivent sont donc tous à leur façon les esquisses et les échantillons de futurs travaux conduits par le Cercle d'études et de recherches sur les dialogues et conflits dans les pays de langue anglaises (CELCLA) à l'université de Rouen.

Il ne faudrait toutefois pas croire que l'on n'ait jamais affaire ici qu'à un kaléidoscope qui fait simplement miroiter une étude future, qu'il se contente d'encourager et d'appeler de ses vœux. Le lecteur reconnaîtra sans doute plusieurs fils dans l'écheveau proposé. Nous voudrions au moins en indiquer un, qui justifie le titre et le sous-titre que nous donnons à cet ensemble. Les études ponctuelles que l'on fait ordinairement, auteur par auteur, faussent généralement la perspective sur un sujet comme celui de la *république*, car elles survalorisent par principe indûment la synchronie et tendent à arrêter la notion comme si elle était suspendue hors de l'histoire ; surtout quand l'auteur étudié fait profession d'analyser la notion comme s'il se fût agi d'un concept éternel. C'est le cas de Hobbes. Or tous les auteurs de ces articles ont montré, chacun à leur façon, que, en dépit de l'idéologie éternitaire dont s'entoure généralement la notion de *république*, surtout quand on l'envisage de façon contractualiste, elle ne cesse, par ses rapports avec une histoire mouvante, d'être elle-même soumise à toutes sortes d'altérations, qu'ils se proposent de regarder plus finement. Hobbes peut bien traiter le contrat comme une épure abstraite ; il est trop soucieux du jeu des forces auquel le *covenant* est censé mettre fin et qu'il sous-tend tout à la fois pour ne pas donner au *Commonwealth* quelque destinée temporelle.

Le point est plus évident pour Sidney, même s'il envisage encore le changement tristement, à la façon platonicienne, comme une dégradation ; à une époque même où l'historicisme progresse : Pascal peut dire que « l'histoire de l'Église est l'histoire de la vérité ». De la vérité même ; non pas de sa seule conception. L'illusion de stabilité que l'on peut avoir, à certains moments, d'une

1. Le comble, dans le genre, ayant peut-être été atteint lorsqu'il s'est agi de célébrer le bicentenaire de la Révolution française.

notion telle que la *republic* ou le *commonwealth* tient à ce qu'elle est traversée par des mouvements contraires, qui trahiraient aussitôt un déséquilibre si l'un d'eux venait à manquer. Les choses qui apparaissent le plus hors du temps ne sont jamais, même pour sembler telles, que le produit du temps. La république de Cromwell prend des allures de théocratie, mais l'éternel est dans le temps chez ce dévot qui, en un curieux mélange de bigoterie et de frénésie d'homme d'action, envisage Dieu sous la forme d'une histoire providentielle. Plus généralement, quand on suit l'idée de *république* sur plusieurs siècles, on s'aperçoit alors que son contenu change du tout au tout ; qu'elle fait alliance ou rompt avec d'autres idéologies et attitudes, sans l'espèce de permanence qu'on lui octroie spontanément.

On ne comprendrait rien aux balances entre le républicanisme et les religions, catholique, protestante, anglicane, avec leurs démultiplications et pullulements sectaires, entre le républicanisme et le nationalisme, entre le républicanisme et son ouverture sur d'autres États ou regroupements d'États, sans regarder les choses, certes dans le lieu où les revirements s'effectuent, mais aussi dans la longue durée, qui permet de voir, en un intervalle de quelques années parfois, de véritables volte-face. Si marginal qu'apparaisse le phénomène, qui aurait pu croire à une résurgence du *Common wealth*, en deux mots il est vrai, dans une intention égalitariste et vaguement théologique ? Ne conviendrait-il pas de suivre minutieusement les deux fils que noue la langue anglaise entre *commonwealth* et *republic* ? La façon dont on gagne l'un en perdant l'autre n'apparaît pas encore toujours d'une grande clarté, d'autant que, dès que l'on perçoit un changement qui paraît décisif, il semble recevoir aussitôt un démenti. Il nous a semblé étonnant de constater la similitude de ce problème politique de la temporalité de l'éternité avec l'un des problèmes théoriques qui taraude toute l'épistémologie à partir du XVII^e siècle : la critique des idées innées. Les idées qui paraissent éternelles ne sont jamais que le résultat d'un débat de la temporalité avec elle-même, d'actes précaires avec d'autres actes précaires qui parviennent pourtant à se fabriquer l'illusion d'une longévité exceptionnelle. Il en va, de ce point de vue, de la *république*, comme de toutes les idées, y compris mathématiques. De toutes parts, le « schématisme », qu'il soit théorique ou politique, paraît remplir les mêmes exigences, rencontrer les mêmes difficultés et revêtir de nombreux traits communs. C'est sans doute ce qui frappera le plus le lecteur des cinq communications qui suivent.

Dans la ligne même d'une enquête sur l'identité de la « république », il faudra aussi mettre en œuvre une étude qui permettra de repérer des distinctions qui échappent presque fatalement à la langue française où cette notion, rendue par deux termes en anglais, ne l'est que par un seul. L'opposition de *commonwealth* et de *republic* entre dans ce jeu de différences qui affecte tant de notions politiques et morales en anglais : *freedom* et *liberty*, *fidelity* et *trust*, *verity* et *truth*, exigeraient semblables analyses. Il se pourrait toutefois, en dépit de l'apparent handicap que constitue, en un premier temps, leur langue par rapport à l'anglais, que les chercheurs français, s'intéressant à ces questions qui affectent le Royaume-Uni et l'Empire britannique, fussent mieux situés pour faire ce type d'investigation que des chercheurs anglophones qui, moins forcés de rapprocher ces deux termes, vivent comme une évidence leurs différences. Nous sommes contraints de nous en étonner ; ce qui ne veut pas dire que nous aurons complètement levé les difficultés de ce que nous reprochions aux historiens d'avoir traité comme un point aveugle. Cette recherche, dont on trouve ici quelques prémices, est simplement ici engagée. Elle n'est pas sans urgence, car le lecteur qui tombe sur les mots de *republic* et de *commonwealth* ne sait pas avec précision ce qu'il doit lire et se trouve le plus

Jean-Pierre Cléro / 4

souvent voué à ses propres mécanismes de projection, sans le savoir. La seule façon d'y remédier est que les linguistes, les historiens et les philosophes unissent sur ce point leurs efforts.

Le 2 avril 2004